

République Centrafricaine (RCA) Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) Rapport 7 | Juillet 2019



Les activités de la DTM en RCA sont soutenues par :



United Nations
CERF

Central
Emergency
Response
Fund



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



CHF



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM, des donateurs et des partenaires : L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
Avenue de l'indépendance, en face de l'Hôtel Ledger Plaza,
Bangui
République Centrafricaine
Adresse électronique : DTMRCA@iom.int
Site internet : <http://www.globaldtm.info/rca/>

© OIM 2019

Le bureau principal de la mission se trouve à Bangui, avec des sous-bureaux additionnels à Bangassou, Bambari, Ndélé, Paoua et Kaga Bandoro.

Pour toute information extraite de ce document, qu'elle soit citée, paraphrasée ou utilisée de quelque manière que ce soit, la source doit être mentionnée comme suit : "*Source : Organisation Internationale pour les Migrations, [Mois, Année], Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)*".

Table des matières

CONTEXTE.....	4
MÉTHODOLOGIE DE LA DTM	5
LIMITES.....	7
FAITS SAILLANTS	8
PROFIL DÉMOGRAPHIQUE	8
APERCU D'ENSEMBLE DES DÉPLACEMENTS	9
APERCU DES DÉPLACEMENTS PAR PRÉFECTURE	11
BAMINGUI- BANGORAN.....	11
BANGUI (3 ^e ARROND.).....	13
BASSE- KOTTO	15
HAUTE- KOTTO	17
HAUT- MBOMOU.....	19
MBOMOU.....	21
NANA- GRIBIZI	23
OUAKA	25
OUHAM- PENDE.....	27
ANNEXES	29

CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) est depuis 2013, en proie à un conflit ayant causé la perte de milliers de vies humaines et engendré des déplacements massifs de sa population. Sept ans après le début de la crise, l'insécurité demeure en RCA, les nombreux groupes armés présents sur le territoire conservant leur emprise sur la plupart du pays et des actes de violence continuant de cibler les populations civiles. Le 6 Février 2019, les parties belligérantes ont signé l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) à Khartoum, marquant le point de départ d'un processus intégré de paix dans le pays et censé mettre fin aux hostilités et violences dans le pays.

Malgré un état d'accalmie suivant la signature des accords de paix, des hostilités isolées continuent de causer des déplacements de populations civiles dans certaines zones du pays. Les attaques ou même rumeurs de mouvements de groupes armés continuent en effet de provoquer des déplacements importants. Au mois d'avril 2019, l'ensemble de la population centrafricaine mobile sur le territoire du fait du conflit, est estimée à plus de 1 048 336 personnes, pour lesquelles les vulnérabilités liées au déplacement persistent potentiellement à ce jour. Malgré tout, la relative stabilité dans l'ouest et le centre du pays a permis le retour de populations déplacées vers leur lieu d'origine. La population déplacée interne a chuté de 10 pour cent, au profit des retours qui eux ont augmenté de 10 pour cent.

Un autre phénomène qui participe de l'insécurité dans le pays et du niveau élevé de violence observé est lié aux mouvements de transhumance (internes et transfrontaliers). Ceux-ci accentuent en effet des tensions entre communautés, et sont à l'origine d'un nombre important d'incidents violents et de conflits entre communautés, notamment entre éleveurs et agriculteurs. L'insécurité qui résulte de ces conflits et tensions engendre des mouvements importants de populations.

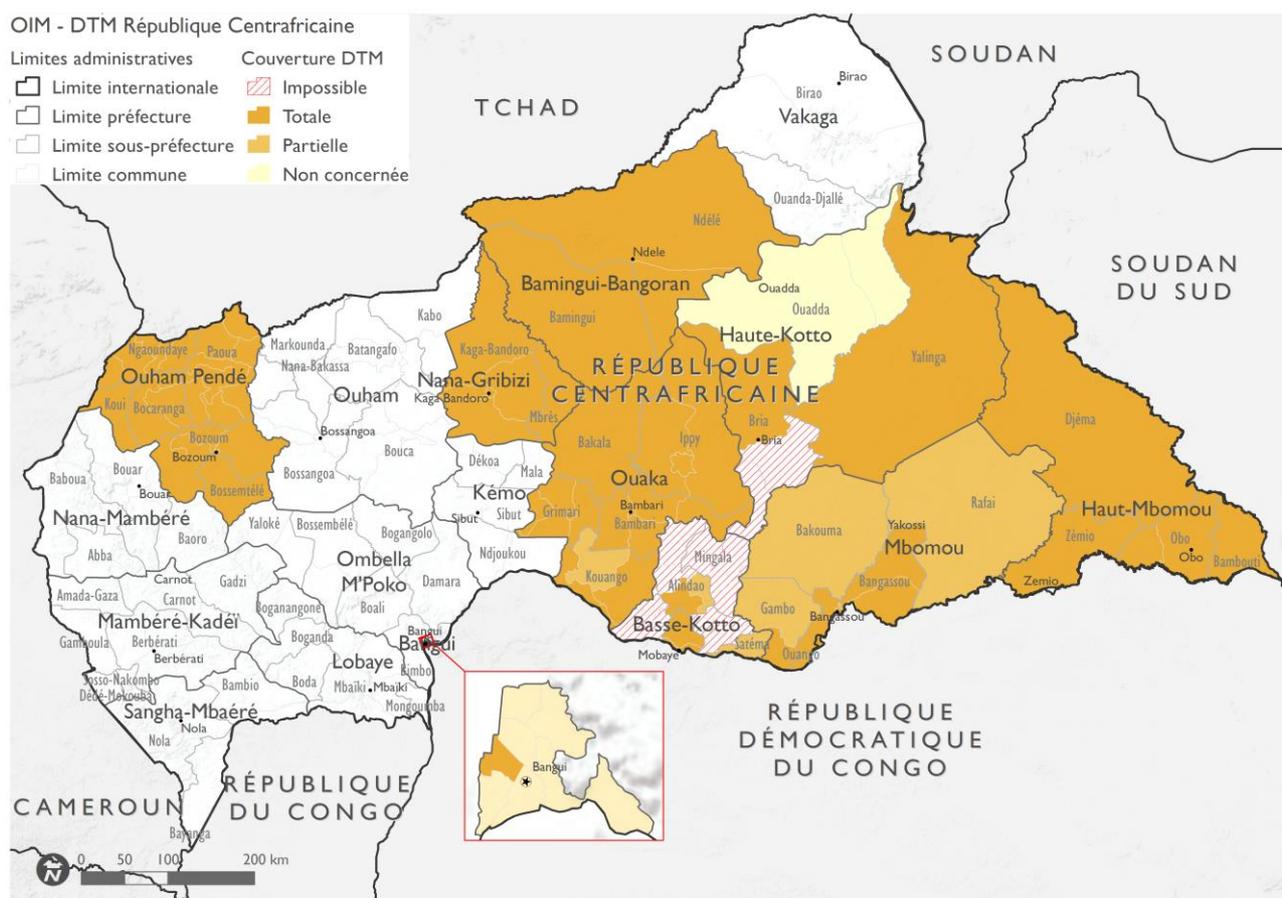
En attendant l'opérationnalisation de l'accord de Khartoum et le respect des engagements pris par les différentes parties à l'accord, la situation sécuritaire en République Centrafricaine reste encore instable et se traduit par des déplacements continus et importants de populations.

MÉTHODOLOGIE

La Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix*, DTM, en anglais) est un système qui permet de suivre les mouvements de populations. Il est mis en œuvre afin de capturer, analyser et partager des informations qui visent à améliorer la compréhension des mouvements de populations et des besoins des personnes déplacées. En plus d'être utilisée dans le cadre d'opérations de réponses humanitaires de moyenne à grande échelle, la DTM est également un outil efficace pour les activités de préparation, de relèvement et de transition. La DTM fournit des informations précises aux acteurs humanitaires, groupes sectoriels et acteurs gouvernementaux impliqués dans la réponse humanitaire sur les déplacements et les besoins des personnes affectées par une crise.

En République Centrafricaine (RCA), les données sont collectées avec des tablettes et envoyées en temps réel pour être centralisées dans une base de données électronique. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau d'information requis sont utilisés. Ainsi, des informations sont collectées à différents niveaux : sous-préfectures, villages / villes, lieux de déplacements (sites et communautés hôtes), et ménages.

Pour le Round 7, la collecte de données s'est étendue du 20 mars au 30 avril 2019, ciblant 1 092 localités d'accueil, et 39 sites officiels de déplacés¹, dans neuf préfectures de RCA (Bamingui-Bangoran, Bangui, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ouaka, Ouham-Pendé) afin de dégager les tendances locales sur la mobilité des populations suivies. Contrairement aux autres préfectures, les préfectures de Bamingui-Bangoran et de la Basse-Kotto n'ont pas été mises à jour.



Carte 1 : Couverture des évaluations DTM en République Centrafricaine (Round 7)

¹ Pour des raisons d'analyse, certains sites de PDI situés dans les localités n'ayant pas pu être couverts (Basse-Kotto et Bamingui-Bangoran), ont conservé le même effectif qu'au round passé.

Quatre niveaux d'enquête sont réalisés pour chaque phase de collecte des données :

- L'évaluation au niveau des sous-préfectures est menée auprès d'informateurs clés au niveau des chefs-lieux de sous-préfectures, et permet d'identifier les villes et villages accueillant des personnes déplacées ainsi qu'une estimation de leur effectif par sous-préfecture.
- Au niveau des villages, les données sont collectées auprès d'informateurs clés, dont les chefs de village, les représentants des déplacés, et d'autres personnes qui peuvent fournir des informations sur les déplacés. Ce questionnaire permet d'identifier les sites et d'obtenir l'effectif des populations déplacées par village, ville et quartier.
- L'évaluation au niveau des sites est menée auprès d'informateurs clés représentant les populations vivant dans le site, incluant l'autorité en charge de la gestion du site. Cette évaluation permet d'obtenir des informations détaillées par thématique sur les sites, dont les besoins, services disponibles et vulnérabilités sommaires par site.
- Le quatrième et dernier niveau d'enquête est effectué auprès des ménages déplacés. Cette composante inclut des groupes de discussion ainsi que l'administration d'un calculateur démographique auprès de 20 ménages sélectionnés aléatoirement par localité. En fonction de la thématique abordée auprès des ménages, un plan d'échantillonnage préalable est soigneusement préparé pour permettre la représentativité des groupes cibles.

En RCA, la DTM suit les catégories de personnes suivantes :

- **Personne déplacée interne (PDI)** : « Personnes ou [...] groupes de personnes qui ont été forcées ou contraintes à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat ».
- **Retourné de RCA** : Les personnes retournées de RCA (anciennes PDI) sont des personnes qui ont quitté leur lieu habituel de résidence, se sont installées dans une autre localité en RCA et sont retournées dans leur sous-préfecture d'origine / lieu de résidence habituel.
- **Retourné de l'étranger** : Les personnes retournées d'un autre pays sont des personnes qui ont quitté leur lieu de résidence habituel en RCA, qui ont été déplacées dans un autre pays et qui sont retournées en RCA.

LIMITES

La DTM en RCA vise à contribuer à la réponse humanitaire et à l'orienter en rendant disponible pour la totalité du territoire centrafricain des informations relatives aux flux de déplacements, aux besoins des populations mobiles, et aux vulnérabilités spécifiques engendrées par la crise qui affecte le pays. La mise en œuvre de la DTM à des intervalles réguliers en fait un outil fiable permettant de fournir des informations à jour facilitant l'identification du déplacement et l'évolution des besoins. Cependant, du fait de la complexité de la crise en RCA, certaines contraintes et difficultés affectent la mise en œuvre de la DTM. Ces contraintes sont principalement de nature sécuritaire, financière et logistique.

La volatilité et l'imprévisibilité sécuritaire qui prévaut dans la plus grande partie du pays réduit la couverture géographique du projet, en raison des restrictions d'accès et risques encourus par les énumérateurs de la DTM. Il s'ensuit que l'évaluation d'une zone ne peut être effectuée que lorsque cette dernière devient accessible, impactant ainsi les estimations faites et chiffres rapportés d'une collecte à l'autre. Ainsi, lors du round 7, il a été impossible pour les équipes d'accéder aux localités d'accueil de Djéma, Bambouti et Mboki dans le Sud-Est, du fait de la présence signalée d'éléments armés LRA, de la multiplication des incidents criminels et de la fermeture de la frontière avec le Soudan du Sud.

Par ailleurs, dans la Nana-Gribizi, les données collectées auprès de certains informateurs clés se sont avérées contenir beaucoup d'erreurs et de biais. En conséquence, le nettoyage des données a demandé un temps considérable, et les informations ont dû être vérifiées et recoupées avec d'autres sources. Du fait du manque de fiabilité des données détaillées et sectorielles pour la Nana-Gribizi, ce rapport ne présente que les chiffres relatifs aux effectifs de populations pour cette préfecture.

Afin de pallier le risque de manque de fiabilité et de justesse des informations récoltées, l'analyse des données est en outre faite par préfecture, afin de limiter l'impact d'erreurs potentielles sur l'analyse et la présentation des données. Une description par préfecture, bien qu'ayant le désavantage de ne pas présenter de vue d'ensemble des tendances de déplacement, permet malgré tout d'avoir une photographie de la mobilité des populations.

De plus, les contraintes logistiques, liées à la sécurité et à d'autres facteurs, restent importantes et ont également des répercussions sur la couverture géographique de la DTM. Le besoin d'utiliser des voies aériennes pour le déploiement des équipes et du matériel (formulaires, tablettes) dans certaines zones retarde ou empêche fréquemment la couverture de ces zones. Pour ce round, ce fut notamment le cas pour la préfecture de la Bamingui-Bangoran. Dans ce cas, l'approche préconisée consiste en la reconduction des données de la collecte précédente, à moins que des données soient disponibles de la part d'autres acteurs humanitaires). Un problème additionnel majeur, touchant toutes les régions en dehors de la capitale, est la disponibilité limitée du réseau de télécommunications (téléphone et Internet), posant des problèmes de communication avec les énumérateurs de la DTM, d'envoi des données en temps réel, et de sécurité.

Enfin, la couverture géographique de la DTM est aussi affectée par des contraintes budgétaires. Du fait des contraintes financières et sécuritaires, les opérations humanitaires en RCA ont un coût important et les budgets disponibles ne permettent pas la couverture de la totalité du territoire centrafricain.

Afin de minimiser ces problèmes d'accessibilité et de couverture géographique susmentionnés, l'OIM a procédé à la triangulation des informations pour avoir des données plus fiables. Pour pallier aux problèmes d'accès liés à la présence de groupes armés, certains informateurs clés ont pu être contactés pour entretien téléphonique ; Lorsque cela était impossible, les données du round précédent ont été reconduites par localités.

FAITS SAILLANTS



La population déplacée est estimée à 1 048 336 individus : 463 699 Personnes Déplacées Internes (PDI), 454 378 retournés de RCA (anciennes PDI) et 130 259 retournés d'autres pays. 83% des déplacés restent dans la préfecture d'origine.



1 290 localités de déplacement ou de retour ont été évaluées, ainsi que 39 sites officiels parmi ceux recensés par la Commission mouvements de population (CMP).



En dehors de la Nana-Gribizi, 75% des déplacements internes sont dus aux conflits armés, 17% aux tensions intercommunautaires, contre 5% à titre préventif. Les déplacements pour des raisons non précisées représentent 3%.



La présence de transhumants armés a été la menace la plus importante dans 42% des localités d'accueil, suivie de la présence d'individus armés (24% des localités).



Hormis la Nana-Gribizi, 48% des retours d'anciennes PDI sont dus à une amélioration des conditions sécuritaires, 35% à des besoins économiques, 11% à des raisons familiales, 3% aux persécutions, et 1% à des raisons « autres » diverses.



53% des ménages identifiés vivent dans des familles d'accueil, 26% des ménages ont regagné leurs abris d'avant le déplacement, 17% vivent dans des sites de déplacement, 3% en location et 1% des ménages vivent à l'air libre/sont sans abri.

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE



La taille moyenne d'un ménage déplacé est de 7 personnes. 96% des ménages déplacés ont des enfants, et ces ménages ont 5 enfants en moyenne.



La population déplacée est composée à 49% d'hommes et à 51% de femmes.

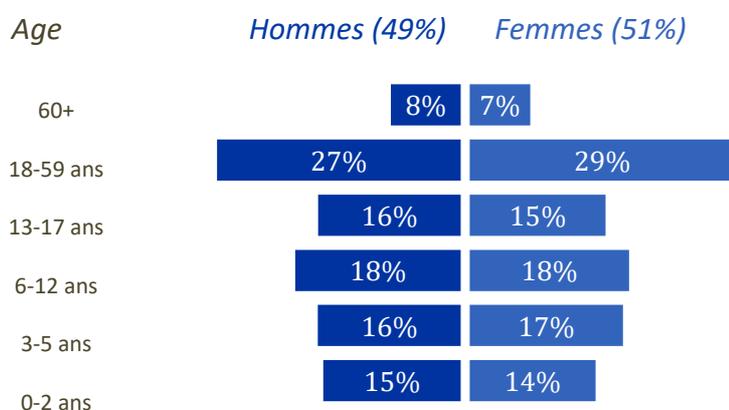


65% de la population mobile est composée de mineurs ayant entre 0 et 18 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 6% des déplacés.

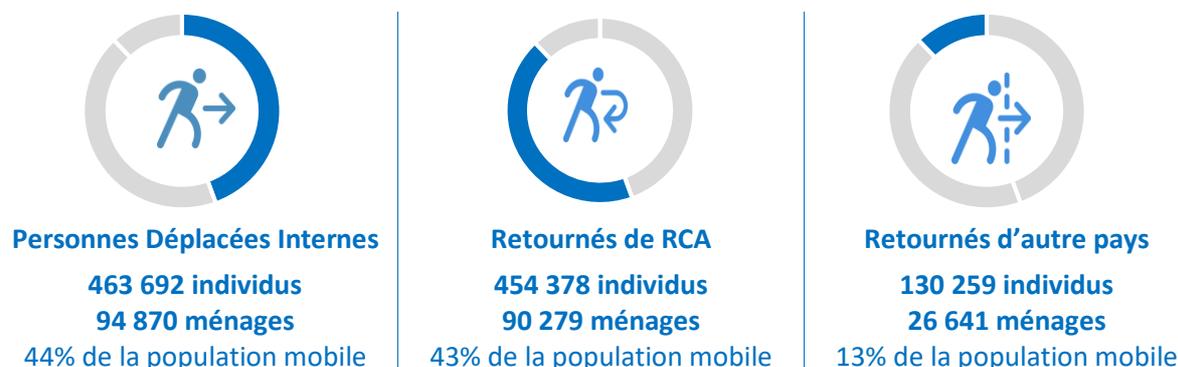
Graphique 1 : Répartition démographique de la population déplacée par âge et sexe²



² Cette section n'est pas mise à jour, car ne tient pas compte de la désagrégation des nouveaux flux au sein des localités évaluées pour ce round.

APERCU D'ENSEMBLE DES DÉPLACEMENTS

Un total de 1 048 336 personnes mobiles (Personnes déplacées internes, retournés de RCA et retournés de l'étranger) a été identifié au cours du Round 7, dans les 1 290 localités et 39 sites évalués. Les catégories de populations mobiles suivantes ont été identifiées :



Tendances et motifs de déplacement

Entre le Round 6 et le Round 7, **le nombre de PDI a baissé de 20 pour cent**. En parallèle, **le nombre de retournés (anciennes PDI) a augmenté de 21 pour cent**, tandis que le nombre de retournés de l'étranger a quant à lui connu une hausse de 10 pour cent. L'Ouham-Pendé est la principale préfecture témoin des flux de retours. Ces tendances sont un reflet de la stabilité relative dont a été témoin le pays depuis la signature de l'APPR et, de manière plus générale, de l'amélioration des conditions sécuritaires dans de nombreuses régions du pays, et ce malgré la déstabilisation de certaines sous-préfectures et d'épisodes sporadiques mais constants de violence à travers le pays.

Soixante-quinze pour cent des déplacements internes faisaient suite à des attaques sur la localité d'origine, 17 pour cent aux tensions intercommunautaires, et 5 pour cent des déplacements ont été effectués à titre préventif, suite à une attaque sur une localité voisine. Les déplacements pour des raisons non précisées représentent 3 pour cent des déplacements.

Abris

Cinquante-trois pour cent des ménages identifiés vivaient dans des familles d'accueil, soit une baisse de 13 pour cent par rapport au round précédent. Par ailleurs, 26 pour cent des ménages (tous des ménages retournés) ont regagné leur abri d'origine. **17 pour cent des ménages affectés par la crise vivent dans des sites de déplacement (une hausse de 7%)**, 3 pour cent en location (soit une baisse de 10%) et 1 pour cent des ménages vivent à l'air libre/sont sans abri.

Faits marquants et risques

La période allant de janvier à avril 2019 a été témoin d'incidents quasi-hebdomadaires. Ainsi, ACLED a, au cours de cette période, recensé 47 cas de violences contre les populations civiles et 32 cas d'attaques ou affrontements impliquant les groupes armés. Au total, 132 personnes au total ont perdu la vie durant cette même période³.

La période de janvier à avril 2019 a également été marquée par l'importance des mouvements de transhumance, aussi bien au nord qu'au centre du pays, entraînant une cristallisation des tensions et étant à l'origine de conflits communautaires et de criminalité. C'est ainsi que plusieurs incidents liés au passage de groupes d'éleveurs dits

³ ACLED (<https://www.acleddata.com/>)

« Mbararas », pour la plupart armés, ont été signalés le long de certains couloirs autour de la Nana-Gribizi, l'Ouham et la Ouaka, générant d'importants déplacements.

La plus grande menace à laquelle les populations déplacées ont dû faire face est la transhumance. En effet, 42 pour cent des localités d'accueil sont vulnérables du fait de la présence de transhumants armés. La présence d'individus armés, signalée dans 24 pour cent des localités d'accueil, présente un autre risque important pour la sécurité des populations. Par ailleurs, 20 pour cent des localités ont été ou sont sous alerte continue du fait de pillages, et 14 pour cent des localités d'accueil mentionnent des cas d'enlèvements comme une menace directe. Les barrières également érigées illégalement à des fins pécuniaires sont rapportées comme une menace potentielle dans 14 pour cent des localités d'accueil, tandis que 3 pour cent des localités révèlent des cas de travail de mineurs.

Tableau 1 : Distribution des populations mobiles par Préfecture (individus)

Préfectures	# Localités	PDI	Retournés RCA	Retournés autres pays	Total
Bamingui-Bangoran	55	9 121	5 834	1 729	16 684
Bangui*	29	40 515	17 855	19 060	77 430
Basse-Kotto*°	61	64 045	17 440	4 128	85 613
Haute-Kotto	26	84 848	8 918	355	94 121
Haut-Mbomou	64	56 019	7 983	5 442	69 444
Mbomou	230	80 498	96 321	40 093	216 912
Nana-Gribizi*	241	36 805	118 309	1 704	156 818
Ouaka*	122	78 339	9 131	2 230	89 700
Ouham Pendé	462	13 509	172 587	55 518	241 614
Total	1 290	463 699	454 378	130 259	1 048 336

*Couverture partielle. Les données ne représentent que les sous-préfectures atteintes.

° Données du Round précédent.

APERCU DES DÉPLACEMENTS PAR PRÉFECTURE



**BAMINGUI-
BANGORAN**



9 121 PDI*



5 834 Retournés (anciennes PDI) *



1 729 Retournés de l'étranger*

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)

1.6%*

* Chiffres du Round 6

Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
55	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	2%	Présence de gestionnaire dans le site	0	Hommes	49%
I	Site de PDI**					Femmes	51%
0	Localités désertes	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	98%	Pas de gestionnaire dans le site	I	Enfants (-18 ans)	65%
I/2	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	8%
OUI	Présence humanitaire						

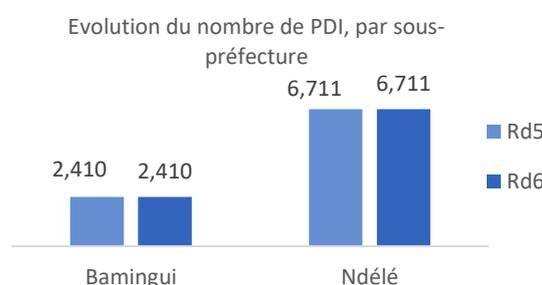
** site reconnu par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

La préfecture de Bamingui-Bangoran n'a pas fait l'objet d'évaluation détaillée lors de ce round de la DTM, et les chiffres présentés sont tirés des résultats du Round précédent (Round 6). Entre janvier et avril 2019, la préfecture a été témoin d'une situation d'accalmie et de tranquillité relatives, hormis la destruction d'espaces agricoles par des troupeaux guidés par des éleveurs transhumants, qui a été source de tensions sur les axes Ndélé-Chari (localité de Miamani) et Ndélé-Bamingui (localité de Doumiangou). Les besoins humanitaires des populations déplacées ne sont pas toujours satisfaits du fait de la faible présence humanitaire dans la préfecture. En outre, des défis d'ordre sécuritaire demeurent, notamment des actes de braconnage et de criminalité sont observés.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de Bamingui-Bangoran accueille deux pour cent des PDI identifiées dans les préfectures évaluées. 75 pour cent des PDI vivent dans la sous-préfecture de Ndélé. La préfecture a connu une diminution de PDI entre juillet et septembre 2018. En effet, la difficulté à se procurer les moyens de subsistance et les problèmes sécuritaires principalement dans les villages isolés près de la frontière nord ont poussé certaines PDI à quitter la préfecture, en direction du Tchad.



Motifs de déplacement : La majorité des PDI résidant dans la préfecture de Bamingui-Bangoran (66%) a été déplacée suite au conflit armé régnant dans le pays, bien qu'une part non négligeable (24%) se soit déplacée en raison de conflits communautaires. Cinq pour cent des PDI ont recouru à un déplacement préventif.

Périodes de déplacement : 8 pour cent des PDI ont été déplacées en 2013, 8 pour cent en 2014, 5 pour cent en 2015, 21 pour cent en 2016, 27 pour cent en 2017, 25 pour cent entre janvier et juin 2018 et 4 pour cent entre juillet et septembre 2018.

Origines des PDI : Seuls 17 pour cent des déplacements sont internes à la préfecture de Bamingui-Bangoran. La majorité des PDI proviennent d'autres préfectures, et notamment de Bangui (33%), Haute-Kotto (25%), Nana-Gribizi (20%), Ouaka (5%), Basse-Kotto et Vakaga (moins d'1% chacune).

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de Bamingui-Bangoran accueille deux pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les préfectures évaluées. Au sein de la préfecture, et à l'inverse des PDI, la majorité des anciennes PDI retournées dans la préfecture (58%) réside dans la sous-préfecture de Bamingui, tandis que 42% d'entre eux vivent dans la sous-préfecture de Ndélé. Les localités de Doumou, Zigna, Djalab, Lando, et Niango en particulier concentrent la majorité des retournés (anciennes PDI).

Motifs de retour : La majorité des retournés (anciennes PDI) (68%) sont retournés pour des raisons de sécurité.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	68%
Autre non spécifié	12%
Economiques	9%
Familiales	6%
Discriminations	5%

Périodes de retour : Les premiers retours vers Bamingui-Bangoran ont été comptabilisés en 2013 (ce qui représente 5% des retournés (anciennes PDI)). Le nombre de retours est resté relativement constant entre 2013 et 2016, et a rapidement crû à partir de 2017, avec 40 pour cent des PDI retournées en 2017 et 45 pour cent d'entre elles retournées en 2018. Ceci reflète la relative stabilité dont le Bamingui-Bangoran a joui ces deux dernières années.

Origines des retournés (anciennes PDI) : Seuls 17 pour cent des déplacements sont internes à la préfecture de Bamingui-Bangoran. La majorité des PDI proviennent d'autres préfectures, et notamment de Bangui (33%), Haute-Kotto (25%), Nana-Gribizi (20%), Ouaka (5%), Basse-Kotto et Vakaga (moins d'1% chacune).

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Le Bamingui-Bangoran accueille un pour cent des personnes retournées de l'étranger identifiées dans les neuf préfectures évaluées. La quasi-totalité d'entre elles (99%) réside dans la sous-préfecture de Ndélé (1% vivent dans la sous-préfecture de Bamingui).

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	1%
Autre non spécifié	12%
Economiques	44%
Familiales	31%
Discriminations	16%

Motifs de retour : La préfecture bénéficie d'une localisation géographique stratégique et joue le rôle de pôle de commerce transfrontalier au carrefour de la RCA, du Tchad et du Soudan du Sud. Cette position stratégique justifie le fait que les raisons économiques soient le motif majoritaire (44%) de retour des flux en provenance d'autres pays. Les raisons familiales (31%) sont également un motif important.

Périodes de retour : Les premiers retours de l'étranger ont été enregistrés en 2013 (2% des retournés de l'étranger sont retournés cette année-là). Près de la moitié des retournés (48%) sont retournés en 2017, tandis que 28% sont retournés entre janvier et septembre 2018.

Origines des retournés de l'étranger : Le Tchad étant un pays limitrophe du Bamingui-Bangoran la quasi-totalité des retournés de l'étranger (98%) sont revenus du Tchad, tandis que 2 pour cent sont retournés de la République Démocratique du Congo.



	40 515 PDI
	17 855 Retournés (anciennes PDI)
	19 060 Retournés de l'étranger

Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 6)
Aucun changement
% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)
7.2%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques
29	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	0%	Présence de gestionnaire dans le site	0	Hommes	49%
0	Sites de déplacement**						
3	Quartiers désertés	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	100%	Pas de gestionnaire dans le site	0	Femmes	51%
I/I	Réseau Téléphonique						
OUI	Présence humanitaire					Enfants (-18 ans)	64%
						Plus de 60 ans	5%

** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

Entre janvier et avril 2019, le troisième arrondissement de Bangui a connu une accalmie relative malgré la multiplication des actes de manifestations civiles. Malgré cette stabilisation, les groupes armés présents dans la capitale représentent toujours une menace importante pour les populations, en conséquence de quoi il n'y a eu que très peu de mouvements de populations (déplacement ou retours) dans la capitale- les effectifs des populations déplacées sont donc les mêmes que ceux du round précédent.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

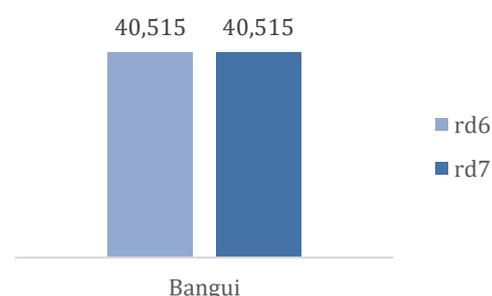
Effectifs des populations : Le troisième arrondissement de Bangui accueille sept pour cent des PDI identifiées dans les préfectures évaluées. Entre janvier et avril 2019, le nombre de PDI vivant dans le troisième arrondissement de Bangui est resté le même.

Motifs de déplacement : La quasi-totalité des PDI vivant à Bangui (97%) a été déplacée lors des conflits communautaires ayant secoué le pays entre 2013 et 2015. Les personnes déplacées entre janvier et avril 2019 ont, quant à elles été déplacées à la suite de conflits intercommunautaires (49%), de conflits armés (19%), et d'autres raisons non spécifiées (32%).

Périodes de déplacement : dix pour cent des PDI dans le troisième arrondissement de Bangui (3 095 personnes) ont été déplacés en 2018.

Origines des PDI : La moitié des PDI résidant dans le 3^e arrondissement de Bangui vient de Bangui (50%), l'autre moitié provenant des préfectures de Ombella M'Poko (25%), Ouaka (16%), Haute-Kotto (6%) et Nana-Gribizi (3%).

Evolution du nombre de PDI par sous-préfecture



PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : Le troisième arrondissement de Bangui accueille cinq pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les préfectures évaluées. Le nombre d'anciennes PDI retournées est resté le même (17 855) en comparaison avec le précédent round.

Motifs de retour : La majorité des anciennes PDI retournées dans le troisième arrondissement de Bangui (74%) sont retournées en raison de l'amélioration partielle de la sécurité.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	74%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	11%
Familiales	10%
Discriminations	5%

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été comptabilisés en 2015 (7%). La majorité de retournés (anciennes PDI) (74%) est revenue à Bangui en 2016, tandis que 19 pour cent sont retournés en 2018.

Origines des retournés (anciennes PDI) : Les préfectures de provenance des retournés de RCA incluent la Ouaka (36%), Ombella M'Poko (22%), Haute-Kotto (16%), Nana-Gribizi (16%), Lobaye (7%), Ouham (3%), Ouham-Pendé (1%). Les retours depuis la Basse-Kotto et d'autres arrondissements de Bangui représentent moins d'un pour cent.

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

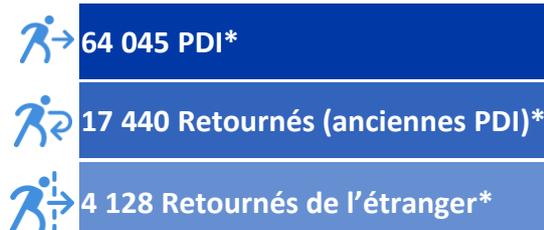
Effectifs des populations : La proportion de retournés en provenance d'autres pays vivant à Bangui représente 16 pour cent du nombre total de retournés de l'étranger identifiés dans les 9 préfectures évaluées. Depuis le dernier round, le nombre de retournés de l'étranger est resté le même (19 060).

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	88%
Autre non spécifié	2%
Economiques	9%
Familiales	1%
Discriminations	<1%

Motifs de retour : 88 pour cent des retournés de l'étranger sont rentrés en raison d'une meilleure perception de l'aspect sécuritaire, contre 9 pour cent pour des raisons économiques (2 % pour d'autres raisons non spécifiées et 1 % pour des motifs familiaux).

Périodes de retour : Les premiers retours depuis l'étranger vers le troisième arrondissement de Bangui ont été comptabilisés en 2015 (14%). La majorité des personnes retournées de l'étranger (70%) est revenue à Bangui en 2016, tandis que 16 pour cent sont retournées en 2018.

Origines des retournés de l'étranger : Les personnes retournées de l'étranger sont principalement revenues du Tchad (49%) et du Cameroun (44%). Des proportions plus faibles sont revenues de République du Congo, du Mali, du Soudan et de RDC.



**% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)**

8.2%*

* Chiffres du Round 6

Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
61	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	46%	Présence de gestionnaire dans le site	7	Hommes	49%
7	Sites de déplacement**					Femmes	51%
N/A	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	54%	Pas de gestionnaire dans le site	0	Enfants (-18 ans)	65%
2/6	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	6%
OUI	Présence humanitaire						

** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

Au cours de ce round, aucune évaluation n'a été effectuée en Basse-Kotto. Néanmoins, les évaluations effectuées par des partenaires humanitaires font état d'un retour progressif et continu de populations déplacées par les violences ayant touché la préfecture fin novembre 2018, qui a crû de manière exponentielle depuis l'ouverture de nouveaux axes de passage suite à la signature de l'APPR. Les groupes armés présents dans la préfecture, qui jusqu'au mois de février occupaient encore les axes clés de la préfecture, continuent de commettre des violations graves contre les populations. Une évaluation de l'impact de ce contexte sur la mobilité des populations de la préfecture est en cours à l'heure de la rédaction de ce rapport. Les données estimatives produites pour cette préfecture restent donc une reconduction du round précédent. Les données en cours d'actualisation seront partagées via une publication ultérieure.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

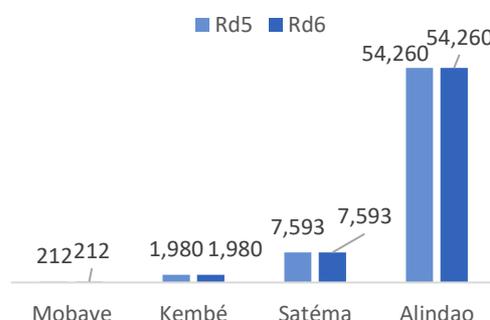
Effectifs des populations : La Basse-Kotto accueille 11 pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La grande majorité des PDI (85%) réside dans la sous-préfecture d'Alindao.

Motifs de déplacement : La quasi-totalité des PDI vivant en Basse-Kotto (99%) ont été déplacées par le conflit touchant le pays. Moins d'un pour cent ont effectué des déplacements préventifs.

Périodes de déplacement : Toutes les PDI présentes en Basse-Kotto ont été déplacées en 2017 (67%) ou 2018 (33%).

Origines des PDI : La majorité (88%) des PDI résidant dans la Basse-Kotto ont été déplacées au sein de cette même préfecture, tandis que neuf pour cent sont issues du Mbomou et trois pour cent de la Ouaka.

Evolution du nombre de PDI par sous-préfecture



PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La Basse-Kotto accueille cinq pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La majorité des retournés (57%) se trouve dans la sous-préfecture d'Alindao, suivie de Mobaye (33%), Satéma (9%) et Kembé (1%).

Motifs de retour : La moitié (50%) des anciennes PDI retournées en Basse-Kotto est retournée parce que la zone dans laquelle elle est retournée offrait une meilleure sécurité que la zone dans laquelle elle avait été déplacée.

Périodes de retour : La majeure partie des retournés (anciennes PDI) (71%) est retournée entre janvier et juillet 2018, tandis que 29% sont retournés en 2017.

Origines des retournés (anciennes PDI) : La quasi-totalité des anciennes PDI retournées en Basse-Kotto (98%) avaient été déplacées dans les limites des frontières de la Basse-Kotto. Seules deux pour cent sont revenues d'autres préfectures (Bambari et Ouaka).

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	50%
Autre non spécifié	2%
Economiques	32%
Familiales	16%
Discriminations	<1%

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

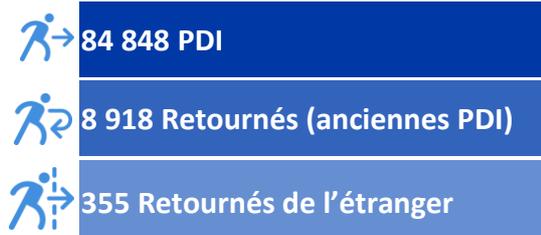
Effectifs des populations : La proportion de retournés en Basse-Kotto en provenance d'autres pays représente trois pour cent du nombre total de retournés de l'étranger identifiés dans les 9 préfectures évaluées. Au sein de la préfecture, parmi les sous-préfectures évaluées, seules les sous-préfectures d'Alindao (66%), Mobaye (32%) et Satéma (2%) accueillent des retournés de l'étranger.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	50%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	42%
Familiales	6%
Discriminations	1%

Motifs de retour : La moitié (50%) des retournés de l'étranger est retournée pour des raisons sécuritaires. Les personnes retournées pour des raisons sécuritaires sont toutes rentrées entre janvier et juillet 2018. En comparaison, 42 pour cent des retours depuis l'étranger étaient liés à des motifs économiques. De plus faibles proportions sont liés à des raisons familiales (6%) ou des discriminations (2%).

Périodes de retour : La grande majorité des retournés de l'étranger (89%) est retournée entre janvier et juillet 2018, tandis que 11% sont retournés en 2013. Aucun retour n'a été comptabilisé entre 2014 et 2017.

Origines des retournés de l'étranger : Toutes les personnes retournées de l'étranger sont revenues de RDC.



Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 6)
-3 %

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)
9%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques
26	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	54%	Présence de gestionnaire dans le site	5	Hommes	50%
6	Sites de déplacement**						
186	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	46%	Pas de gestionnaire dans le site	1	Femmes	50%
1/2	Réseau Téléphonique						
OUI°	Présence humanitaire					Enfants (-18 ans)	66%
						Plus de 60 ans	6%

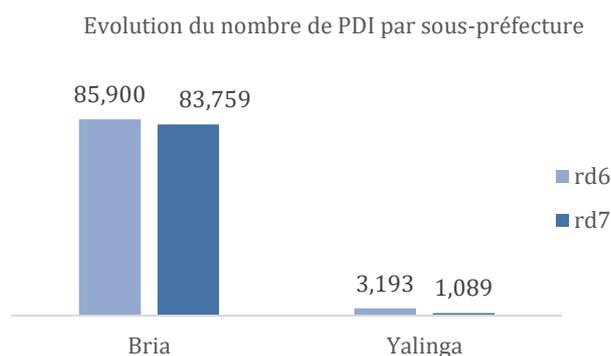
** sites reconnus par la CMP
° Présence couvrant un rayon de 10km seulement (sous-préfecture de Bria)

SITUATION ET TENDANCES

Au cours de ce round, aucune évaluation n'a pu être conduite dans la localité de Yalinga du fait de l'absence d'accès à la localité. La préfecture continue de faire l'objet de violences à l'encontre des populations civiles et d'attaques entre groupes armés. Les localités le long de l'axe Bria-Ippy, désertées à la suite d'attaques de groupes armés demeurent encore vides, les populations étant toujours retranchées dans les sites de PK3 et Cebi 1 (qui compte respectivement 9 030 et 30 ménages PDI). Les tensions entre groupes armés demeurent dans la préfecture, et des confrontations armées entre éleveurs et agriculteurs ont été observées.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La Haute-Kotto accueille 18 pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La population déplacée est en baisse en comparaison à la proportion estimée en décembre 2018, passant de 89 093 à 84 848 (baisse de 5%), en raison de départs constatés à Bria et Yalinga, depuis Pk3, Ndaima Mbihi et Kpame. La persistance des menaces n'aura pas engendré de nouveaux déplacements, hormis de quelques ménages venus de Bamara (localité de la sous-préfecture de Bakouma dans le Mbomou) vers Yakamalet (localité de la sous-préfecture de Yalinga) après les événements de janvier 2019 qui avaient drainé plusieurs déplacés depuis la sous-préfecture de Bakouma. La grande majorité des PDI (96%) réside dans la sous-préfecture de Bria.



Motifs de déplacement : La quasi-totalité des PDI vivant en Haute-Kotto (97%) a été déplacée par le conflit touchant le pays, tandis que 2% ont effectué des déplacements préventifs (1% pour d'autres raisons). Certains des PDI sont retournés chez eux vers Nzacko, où la fréquence d'exactions commises par les groupes armés est en baisse, et d'autres sont partis vers Kpopo à la recherche d'opportunités d'emploi (chantiers de construction et autres travaux nécessitant main d'œuvre). Les activités de réduction de violences communautaires sont lancées sur l'axe Bria-Ouadda, ce qui encourage les retours dans les villages tels Boungou1 et 2.

Périodes de déplacement : Les PDI en situation de déplacement dans la Haute-Kotto sont répartis par période d'arrivée comme suit : 2013 (1%), 2014 (4%), 2015(<1%), 2016(23%), 2017 (35%), 2018 (34%), et 2019 (2%).

Origines des PDI : Plus de 99 pour cent des PDI résidant en Haute-Kotto sont issues de la Basse-Kotto, et une faible proportion a été déplacée depuis le Mbomou (<1%).

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La Haute-Kotto accueille deux pour cent de l'ensemble des personnes retournées (anciennes PDI) des neuf préfectures d'évaluation. Ils sont répartis dans les sous-préfectures de Bria (65%) et Yalinga (35%). **Entre le round 6 et le round 7, le nombre d'anciennes PDI retournées a connu une hausse de 20 pour cent (passant de 7 403 à 8 918)**

Motifs de retour : Bien que les motifs de retour soient divers, les évolutions sécuritaires sont le motif principal de retour. Conjugué à la situation de déplacement prolongé, c'est le lien principal permettant de comprendre les mouvements de retours entamés vers Nzacko entre janvier et avril 2019. Le besoin d'opportunité économique et de renforcement de la cohésion sociale conduirait à susciter, consolider et pérenniser les retours vers les localités d'origine.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Autre non spécifié	28%
Sécurité	24%
Economiques	22%
Familiales	16%
Discriminations	10%

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été observés en 2013 (8% des retours), tandis que la majeure partie des retournés (62%) est revenue en 2018, suivie des PDI retournées en 2017 (18%), 2014 et 2015 (5% respectivement) et 2016 (1%).

Origines des retournés (anciennes PDI) : La majorité des anciennes PDI retournées en Haute-Kotto (92%) avait été déplacée dans les limites des frontières de la Haute-Kotto. Les autres retournés internes proviennent séparément de la Ouaka (4%), Bangui (3%), et le Mbomou (<1%).

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

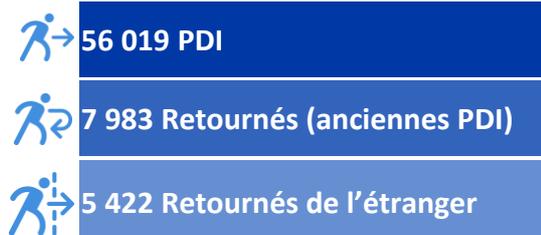
Effectifs des populations : 355 individus ressortissants Centrafricains revenus de pays étrangers, vivaient au sein de la Basse-Kotto au moment de l'enquête. Cette proportion représente moins d'un pour cent du nombre total de cette même catégorie vivant dans l'ensemble des 9 préfectures évaluées. Au sein de la préfecture, seule la sous-préfecture de Bria accueille ces individus, et aucun nouveau mouvement de ce type n'a été identifié entre janvier et avril 2019.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Familiales	55%
Economiques	24%
Sécurité	21%

Motifs de retour : Ces flux retours ont débuté dès 2016 à pour des raisons sécuritaires, et ont tièdement suivi entre 2017 et 2018 à cause des facteurs économiques (besoins de subsistance : 24 %) et familiaux (21%).

Périodes de retour : Les premiers retours en Haute-Kotto depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2016. Tous les retours (55%) ont eu lieu entre 2016 et 2018.

Origines des retournés de l'étranger : les retournés de l'étranger étaient préalablement déplacés au Tchad (45%), Soudan (30%) ou Mali (25%).



Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 6)
+ 20 %
% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)
6.6%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques
64	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	13%	Présence de gestionnaire dans le site	1	Hommes	50%
5	Sites de déplacement**						
N.A.	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	87%	Pas de gestionnaire dans le site	4	Femmes	50%
2/4	Réseau Téléphonique						
OUI°	Présence humanitaire						
						Enfants (-18 ans)	66%
						Plus de 60 ans	6%

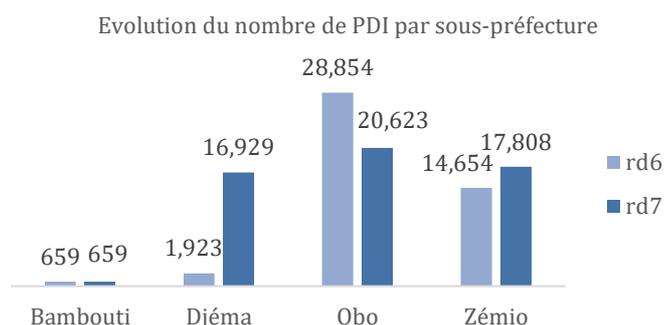
** sites reconnus par la CMP
° Pas de présence dans les sous-préfectures de Djéma et Bambouti

SITUATION ET TENDANCES

Le sentiment d'insécurité persévère dans la préfecture du Haut-Mbomou, notamment en raison de l'absence de patrouilles régulières des forces de sécurité. Plusieurs actes de violence et d'attaques armées ont été observés dans la préfecture entre janvier et avril 2019, tout comme des enlèvements, ciblant particulièrement les populations des localités de Ligoua et Koumboli, engendrant la mort de 23 civils. L'insécurité dans la préfecture présente également des contraintes importantes d'accès pour les civils. De ce fait, plusieurs localités demeurent désertes, à l'exemple de Dimbia, Mboufo1, Mboufo 3, et Gouyanga, et quelques localités sur l'axe Dembia-Zémio.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : Le Haut-Mbomou accueille douze pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La majorité des PDI (63%) réside dans la sous-préfecture de Obo (63%) et Zémio (32%). **Malgré les nombreuses attaques ayant eu lieu dans certaines zones de la préfecture, le nombre de PDI a, de manière générale, diminué de 21 pour cent (9 929 personnes) depuis le round précédent.** Le nombre de PDI a drastiquement augmenté dans Djéma, comparé au round précédent, tandis qu'à Obo plusieurs PDI sont repartis vers leurs localités d'origine, contribuant à la baisse importante du nombre de PDI dans cette zone.



Motifs de déplacement : Les PDI ont principalement été déplacés par les conflits armés (57%) et communautaires (30%). En outre, neuf pour cent sont des déplacements préventifs, contre quatre pour cent pour des raisons autres. Entre janvier et avril 2019, les attaques armées demeurent la cause majeure des déplacements induits par le contexte.

Périodes de déplacement : La majorité des personnes en situation de déplacement ont migré en 2018 (36%) ou 2017 (35%), tandis que depuis le début de l'année on enregistre 11 pour cent du flux total des déplacements de Haut-Mbomou.

Origines des PDI : 94 pour cent des personnes déplacées internes identifiées dans cette préfecture proviennent de la préfecture elle-même. Le Ouaka (3%), le Mbomou (2%) et la Haute-Kotto (1%) sont les autres préfectures d'origine des déplacés internes. Entre décembre 2018 et avril 2019, les affrontements entre groupes armés et les incursions de ces derniers sur l'axe Zémio-Moki, ont entraîné des déplacements depuis les groupements de Ngouyo, Banangui, les localités de Kitezza et Kamanda, presque tous à destination de Djéma centre. Ainsi, Djéma centre, Mahamat (dans Zémio) et Mboki espoir, sont les trois localités à plus forte concentration actuelle de PDI au sein de la préfecture.

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : Le Haut-Mbomou accueille deux pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La grande majorité des retournés (87%) réside dans la sous-préfecture de Zémio.

Motifs de retour : La majorité des retournés de la préfecture (anciennes PDI) (53%) sont rentrés pour des raisons économiques. Le problème d'accès aux moyens de subsistance dans les lieux de déplacement est également cause de retours précoces. Les populations disent ne pas avoir le choix étant donné l'insuffisance de la présence humanitaire et donc d'une assistance quelconque.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Economiques	53%
Familiales	25%
Sécurité	17%
Discriminations	4%
Autre non spécifié	1%

Périodes de retour : Ayant débuté dès 2017 (45%), les retours se sont poursuivis en 2018 (22%). Entre janvier et avril 2019, le flux de retour (33%) est alimenté par la recherche de moyens de subsistance insuffisants en zone de déplacement.

Origines des retournés (anciennes PDI) : 95 pour cent des retournés de RCA vivant dans le Haut-Mbomou étaient déplacés dans cette même préfecture. Une faible proportion était déplacée dans le Mbomou (3%) et la Ouaka (2%). Argue, Koumboli et Tamboura sont les trois lieux ayant cumulé le plus de retours après le début de la crise. Près de 300 ménages d'Argue ne sont pas en mesure de regagner leurs abris initiaux, occupés illégalement.

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Le Haut-Mbomou accueille quatre pour cent du nombre total de retournés de l'étranger identifiés dans le pays. 90 pour cent des retournés de l'étranger résident dans la sous-préfecture de Zémio.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Economiques	60%
Discriminations	17%
Sécurité	12%
Autre non spécifié	6%
Familiales	5%

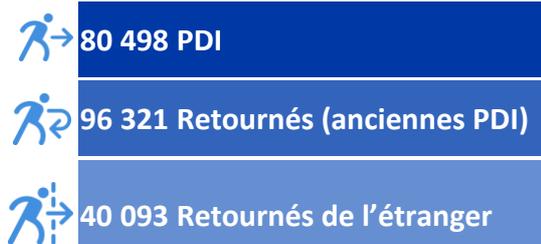
Motifs de retour : La majorité des retours de l'étranger (60%) a été motivée par le manque de moyens de subsistance. La faible présence humanitaire et l'instabilité sécuritaire caractérisent les mouvements pendulaires fréquents entre la préfecture du Haut-Mbomou et la République Démocratique du Congo. Plusieurs cas de retour depuis les pays voisins sont aussi mentionnés comme conséquence de discriminations en terre d'asile. L'amélioration locale de l'aspect sécuritaire serait la motivation de 12 pour cent des retours.

Périodes de retour : Les premiers retours dans le Haut-Mbomou depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2015. La plupart des retournés de l'étranger (66%) est retournée en 2018, tandis que 26 pour cent sont retournés en 2017.

Origines des retournés de l'étranger : La totalité du flux retour de cette catégorie entre janvier et avril 2019, est en provenance de la République Démocratique du Congo, où les populations avaient trouvé refuge. De 2015 à ce jour, les provenances principales sont respectivement la RDC (92%), le Soudan du Sud (4%) et le Soudan (4%).



MBOMOU



Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 6)

- 7 %

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)

20.7%

Détail des localités	Types d'hébergement	Gestion des sites	Profils démographiques
223 Localités évaluées*	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement 3%	Présence de gestionnaire dans le site 1	Hommes 49%
4 Sites de déplacement**			Femmes 51%
49 Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes 97%	Pas de gestionnaire dans le site 3	Enfants (-18 ans) 64%
2/5 Réseau Téléphonique			Plus de 60 ans 7%
OUI° Présence humanitaire			
2 Lieux de regroupement			

** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

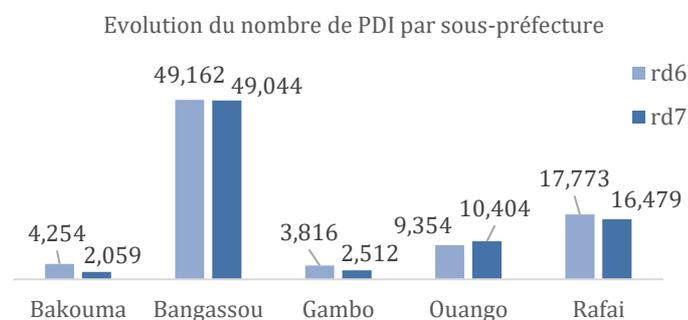
Le siège de la ville de Bakouma et ses environs, qui a suivi des affrontements entre groupes armés fin décembre 2018, a été le dernier incident notable de violence dans la préfecture du Mbomou, avec plus de 32 pertes en vie humaine. Au cours de cet épisode, plus de 6 000 individus ont été déplacés, dont la plupart ont trouvé refuge dans la ville de Bangassou et ses environs. Après les efforts conjugués de la MINUSCA et des forces armées centrafricaines en janvier 2019, la menace a été repoussée et une certaine stabilité a été retrouvée. Il n'en demeure pas moins qu'entre janvier et avril 2019, règne toujours un climat de psychose dans certaines localités. L'axe Dembia - Zémio, principal axe reliant le Mbomou au Haut-Mbomou, et où la présence de groupes armés est très importante, demeure encore difficilement accessible pour les populations civiles. De nombreuses localités se trouvant sur cet axe restent vides, restreignant ainsi les échanges commerciaux entre le Mbomou et Haut-Mbomou, ce qui présente un frein important au retour des populations déplacées.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de Mbomou accueille dix-sept pour cent du total des PDI des neuf préfectures évaluées. Bangassou héberge plus de la moitié (61%) de cette population, qui a augmenté de cinq pour cent (3 861 personnes) entre janvier et avril 2019.

Motifs de déplacement : Les PDI vivant dans la préfecture de Mbomou ont principalement été déplacés par le conflit armé (69%) et des conflits communautaires (19%). Onze pour cent ont effectué des déplacements préventifs. 64 pour cent des personnes déplacées entre septembre et décembre 2018 ont fui en raison du conflit armé, tandis que 24 pour cent ont fui par mesure préventive.

Périodes de déplacement : La majorité des déplacements (61%) se sont produits en 2017, tandis que l'année 2018 a été témoin de 13 pour cent des déplacements.



Origines des PDI : 83 pour cent de ces PDI proviennent du Mbomou, tandis que 13 pour cent du Haut-Mbomou, quatre pour cent de Basse-Kotto. Les arrivées de PDI entre janvier et avril 2019 sont en provenance de Nzacko et Bakouma, mais également une faible proportion venue de Zémio en quête de sécurité.

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : Le Mbomou accueille 21 pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La majorité des retournés (58%) réside dans la sous-préfecture de Bangassou. Le nombre de retours a augmenté d'un pour cent (1 309 personnes) par rapport au round précédent.

Motifs de retour : L'amélioration sécuritaire par rapport au contexte de déplacement initial, a été le premier facteur de retour (42%). Ce motif était le plus important entre 2017 et 2018. Les raisons familiales (29%), motifs économiques (25%), discriminations en zone de déplacement (4%), constituent les autres raisons de retour. L'insuffisance de moyens de subsistance est le facteur ayant le plus influencé les mouvements de retour entre janvier et avril 2019, de Bangassou vers Bakouma.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	42%
Familiales	29%
Economiques	25%
Discriminations	4%
Autre non spécifié	<1%

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été observés en 2013 (8% des anciennes PDI sont retournées cette année-là). Progressivement des retours ont été observés en 2015 (<1%), 2016(<1%), 2017 (29%), 2018 (53%), et janvier-avril 2019(11%).

Origines des retournés (anciennes PDI) : La quasi-totalité des retournés (anciennes PDI) (99%) avaient été déplacée dans les limites du Mbomou. Seuls un pour cent sont retournés de Bangui.

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Le Mbomou accueille 31 pour cent des retournés de l'étranger identifiés dans les 9 préfectures évaluées. La sous-préfecture de Bangassou concentre plus de la moitié (52%) des retournés de l'étranger, tandis que 46 pour cent vivent dans le Ouango et 2 pour cent dans Rafaï. Le nombre de retours est en baisse de trente-trois pour cent depuis le dernier round.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Economiques	52%
Familiales	23%
Autre non spécifié	12%
Sécurité	11%
Discriminations	2%
Retour forcé	<1%

Motifs de retour : Sur l'ensemble de la population retournée de l'étranger vers le Mbomou, les capacités d'approvisionnement limitées en moyens de subsistance demeurent le facteur majoritaire de mouvements retours (52%). La particularité entre janvier et avril 2019, réside dans le fait que ce facteur compte autant que l'amélioration sécuritaire dans les localités de retour (43% contre 42%). Sur cette même période, les retours dus aux persécutions comptent pour 12 pour cent, et ceux dus aux liens familiaux comptent pour seulement 3 pour cent.

Périodes de retour : Hormis des faibles mouvements retours qui ont eu lieu en 2013 (<1%) dans le Mbomou, il a fallu attendre 2017, année durant laquelle la présence de forces de sécurité à Bakouma a été renforcée, pour voir des mouvements importants et continus de retour : 2017 (17%), 2018 (78%), janvier-avril 2019 (5%).

Origines des retournés de l'étranger : La quasi-totalité (99%) des retournés de l'étranger vivant dans le Mbomou étaient déplacés en République Démocratique du Congo, en raison de la proximité de la préfecture à ce pays.



NANA-GRIBIZI

	36 805 PDI
	118 309 Retournés (anciennes PDI)
	1 704 Retournés de l'étranger

Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 6)
- 29 %
% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)
15%

Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
241	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	18%	Présence de gestionnaire dans le site	3	Hommes	52%
4	Sites de déplacement**					Femmes	48%
N/A	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	82%	Pas de gestionnaire dans le site	1	Enfants (-18 ans)	63%
I/2	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	6%
OUI°	Présence humanitaire						

** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

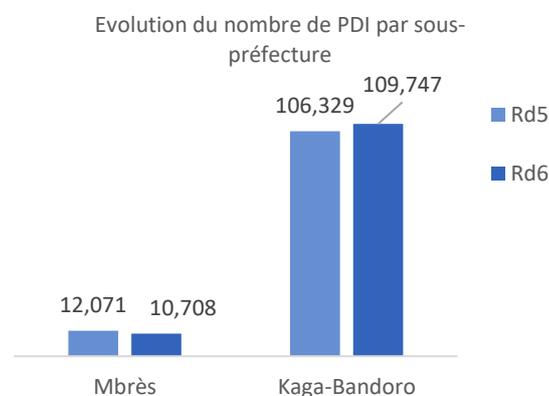
La Nana-Gribizi est une préfecture importante pour ce qui est des mouvements de pasteurs et nomades aussi bien centrafricains qu'étrangers. Du fait du non-respect de couloirs officiels de transhumance, doublé par les antécédents caractérisant la situation politique du pays, la préfecture a été entre janvier et avril 2019, le témoin d'incidents répétés impliquant des éleveurs en zone rurale. La période de janvier à avril a été marquée par des mouvements retour assez significatifs, autant au sein de la préfecture que vers les préfectures voisines (Ouham, Kemo et Bamingui-Bangoran). Certains de ces retours ont été volontaires, tandis que d'autres sont attribués aux incidents en lien avec la présence de transhumants depuis la préfecture vers les localités environnantes ou les préfectures voisines. Seuls les effectifs des populations ont pu être recueillis au cours de ce round ; les données désagrégées ne sont pas disponibles, et celles présentées ci-dessous sont tirées du rapport précédent.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de la Nana-Gribizi accueille 8 pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La majorité étant concentrée dans la sous-préfecture de Kaga-Bandoro (91%), et le reste dans Mbrès (9%). Entre janvier et avril 2019, le nombre de PDI de la préfecture a diminué de près de 70 pour cent (environ 11 000 ménages).

Motifs de déplacement : Lors du round précédent, il était établi que la majorité des PDI vivant dans la préfecture de la Nana-Gribizi (59%) a été déplacée par les conflits armés ayant touché la préfecture, tandis que 36 pour cent ont été déplacés par les conflits communautaires. Cinq pour cent ont effectué des déplacements préventifs.

Entre janvier et avril, près de 215 individus ont nouvellement été déplacés, à cause d'incidents de transhumance (présence d'éleveurs armés), et d'exactions de groupes armés.



Périodes de déplacement : Les résultats du round précédent montraient que les PDI vivant au sein de la préfecture avaient été déplacées respectivement en 2013 (1%), 2014 (13%), 2015 (12%), 2016 (37%), 2017 (14%), et 2018 (23%).

Origines des PDI : Lors du round précédent, la quasi-totalité des PDI identifiées dans la Nana-Gribizi (98%) avait été déplacée au sein de la préfecture, tandis que deux pour cent provenaient du Kémo et moins d'un pour cent de l'Ouham. Entre janvier et avril 2019, de nouvelles personnes déplacées l'ont été depuis les communes de Botto, Goddo 2, et Ouandago (chiffres exacts non disponibles).

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La Nana-Gribizi accueille 26 pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. Comme pour les PDI, les retournés internes sont principalement concentrés dans Kaga-Bandoro (91%), tandis que neuf pour cent résident dans le Mbrès. La proportion de retour d'anciennes PDI est en hausse de 16 pour cent depuis décembre 2018.

Motifs de retour : Lors du round passé, près de la moitié des anciennes personnes déplacées internes (48%) sont retournées pour des raisons économiques. Plusieurs des mouvements retours entre janvier et avril 2019 sont dus à la présence de groupes transhumants, couplé aux besoins persistants d'accès à la terre pour l'agriculture. Aucune mise à jour chiffrée n'est disponible dans cette section.

Périodes de retour : Selon le dernier round, la plus grande proportion des retours (45%) a pris place en 2017, contre 35 pour cent en 2018. Toutefois, un nombre important de retour a eu lieu entre janvier et avril 2019 (chiffres exacts non disponibles).

Origines des retournés (anciennes PDI) : Selon les données du round précédent, la quasi-totalité des retournés de RCA identifiés dans la Nana-Gribizi (99%) provenaient de cette même préfecture, bien que quelques ménages soient retournés depuis Bangui et l'Ouham (<1%). Les retours entre janvier et avril sont principalement en provenance des localités telles Gribingui, Sango 2, Bebey, Ngoulekpa 1, et Domodo 1.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	30%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	48%
Familiales	13%
Discriminations	9%

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

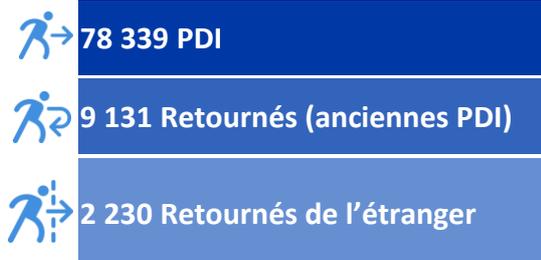
Effectifs des populations : La Nana-Gribizi accueille une faible proportion (1%) des retournés de l'étranger identifiés dans les neuf préfectures évaluées. Ils sont principalement concentrés dans Kaga-Bandoro (90%), contre dix pour cent résident à Mbrès. Depuis janvier 2019, plusieurs de ces retournés (environ 230 individus) auraient continué leur déplacement vers d'autres localités de la préfecture, potentiellement à cause de la menace de transhumance, ou pour des raisons non clairement spécifiées. D'où une diminution des estimations associées à cette catégorie.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	50%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	1%
Familiales	<1%
Discriminations	49%

Motifs de retour : Le sentiment de discrimination durant le séjour en pays d'accueil (49%) et le sentiment d'un meilleur climat sécuritaire que lors du départ (50%) sont les principales raisons de retour.

Périodes de retour : Les résultats du dernier round ont montré que les retours ont été effectués en 2015 (3%), 2016 (31%), 2017 (35%), janvier-juillet 2018 (21%), et août-septembre 2018 (10%).

Origines des retournés de l'étranger : la majorité des personnes retournées de l'étranger (68%) était déplacée en République Démocratique du Congo, en raison de la proximité de la préfecture à ce pays. Entre janvier et avril 2019, près de 180 individus sont retournés en RCA en provenance du site de Maïngama au Tchad.



Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 6)
- 22 %

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)
8.6%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques
122	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	50%	Présence de gestionnaire dans le site	5	Hommes	49%
4	Sites de déplacement**					Femmes	51%
N/A	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	50%	Pas de gestionnaire dans le site	5	Enfants (-18 ans)	64%
3/4	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	7%
OUI°	Présence humanitaire						

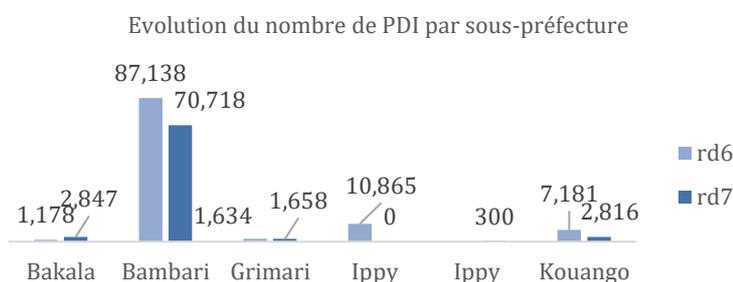
** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

La préfecture de la Ouaka a connu beaucoup d'incidents entre janvier et avril 2019, ayant entraîné 48 pertes en vies humaines. 3 486 personnes ont aussi été déplacées en décembre 2018 suite aux affrontements entre groupes armés dans la sous-préfecture de Bakala. L'hostilité et la recrudescence d'attaques de groupes armés face au renforcement des patrouilles mixtes Minusca/FACA dans la sous-préfecture, a engendré un cycle de violence continue au cours de la période d'observation, dégageant un climat de tension continue, avec des répercussions importantes sur l'accès des acteurs humanitaires, qui sont parfois pris pour cible par les groupes armés. Le problème d'accès limite également les capacités de réponse humanitaire, qui semblerait concentrée essentiellement à Bambari. Malgré la baisse du nombre de PDI, **une proportion importante de déplacés internes a été déplacée dans les quatre premiers mois de 2019 (9%), ceci reflète l'instabilité dont a été témoin la préfecture ces derniers mois.**

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La Ouaka accueille dix-sept pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. **54 pour cent des PDI de cette préfecture vivent sur les sites de déplacement**, tandis que le reste réside au sein des communautés d'accueil. La sous-préfecture de Bambari concentre la majorité (74%) des PDI de la préfecture, suivi de Kouango (10%), Ippy (7%), Grimari (5%) et Bakala (4%). La proportion de PDI a diminué de 27 pour cent en comparaison au round précédent. **Le démantèlement de sites a poussé certains PDI à des retranchements vers Akpe4 et Seko.**



Motifs de déplacement : La majorité des PDI a été déplacée par les conflits armés (87%), et huit pour cent pour des raisons non spécifiées. Les déplacements préventifs représentent quatre pour cent, tandis que seuls 1 pour cent des PDI ont été déplacés en raison de conflits intercommunautaires.

Périodes de déplacement : Les personnes en situation de déplacement interne dans la préfecture ont été déplacées respectivement en 2014 (28%), 2015 (12%), 2016 (19%), 2017 (14%), 2018 (18%) et de janvier à avril 2019 (9%).

Origines des PDI : La majorité des PDI vivant dans la Ouaka (90%) est issue de la même préfecture, et 10 pour cent provient des autres préfectures telles Basse-Kotto et Haute-Kotto.

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La Ouaka accueille seulement deux pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La sous-préfecture de Bambari en héberge la majorité (74%), suivi de Kouango (10%). La proportion de retour d'ex PDI est en hausse de 40 pour cent en comparaison au round précédent.

Motifs de retour : Entre 2015 et aujourd'hui, l'amélioration des conditions sécuritaires représente la raison première des retours au sein de la Ouaka (55%), suivie principalement des besoins économiques (24%). **Entre janvier et avril 2019, 48 pour cent des retours étaient liés à la recherche de moyens de subsistance, contre 48 pour cent non clairement justifiés.** Les retours liés à une amélioration locale de la condition sécuritaire représentent la motivation première de deux pour cent des retours de cette période, contre 2 pour cent en lien avec les actes de discrimination pendant le déplacement.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	55%
Economiques	24%
Autre non spécifié	15%
Discriminations	5%
Familiales	1%

Périodes de retour : De timides retours d'anciennes PDI ont été observés en 2015 (1%) et 2016 (1%). Ils sont depuis lors plus accentués dès 2017 (21%) et 2018 (47%).

Origines des retournés (anciennes PDI) : 76 pour cent du flux de retournés de RCA vivant dans la Ouaka, est interne à cette préfecture. Bangui (11%), Nana-Gribizi (7%), Kémo (3%), Haute-Kotto (2%) et Ombella M'Poko (1%) sont respectivement les préfectures de provenance du reste des retournés internes. Entre janvier et avril 2019, les retours sont enregistrés en provenance de localités telles abbo1, Pladama, Gbabate, et Tagbara.

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Un faible pourcentage de retournés de l'étranger (2%) réside dans la Ouaka, répartis entre Bambari (32%) et Kouango (68%). Ces retours ont augmenté de 199 individus (119%) en comparaison au round précédent.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Economiques	56%
Discriminations	38%
Sécurité	5%
Familiales	1%

Motifs de retour : La recherche d'amélioration des conditions économiques est la raison première de cette catégorie de retour (56%), localisée dans la sous-préfecture de Kouango (52%).

Périodes de retour : Les premiers retours dans la Ouaka depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2015. (1%). Ils ont été progressifs entre 2016 (3%), 2017 (8%), 2018 (13%) et de janvier à avril 2019 (75%).

Origines des retournés de l'étranger : La majorité des retournés de l'étranger vivant dans la Ouaka sont revenus de la République démocratique du Congo (81%). D'autres proviennent du Cameroun (12%), Tchad (6%) et Soudan (1%).



**OUHAM-
PENDE**

	19 018 PDI
	126 321 Retournés (anciennes PDI)
	25 514 Retournés de l'étranger

**Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 5)**
+ 22 %
**% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)**
15.9%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profil démographiques
462	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	0%	Présence de gestionnaire dans le site	0	Hommes	49%
0	Sites de déplacement**	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	100%	Pas de gestionnaire dans le site	0	Femmes	51%
25	Localités désertées					Enfants (-18 ans)	65%
/6	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	8%
OUI°	Présence humanitaire						

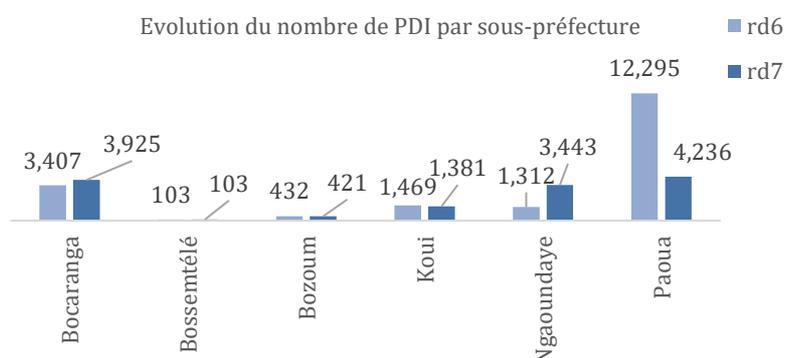
** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

L'Ouham Pendé semble être la plus stable des préfectures couvertes par la DTM, au regard de sa proportions de retours. Une meilleure accessibilité dans les communes de Loura, Kodi, Yémé, et Bimbi a permis d'atteindre 56 localités d'accueil supplémentaires. La tendance est à la diminution du nombre de PDI contre une augmentation des retours. En février 2019, des actes isolés d'éléments armés ont entraîné des déplacements de très courte durée au sein de la sous-préfecture de Bocaranga. La menace la plus soutenue pour les populations demeure la présence de transhumants armés, malgré les capacités renforcées des activités de DRR et la force FACA/MINUSCA. En dépit des retours, plusieurs PDI ne peuvent toujours pas rentrer à cause des abris détruits.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de l'Ouham-Pende accueille trois pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La population déplacée interne a diminué de 29 pour cent depuis décembre 2018. Les départs (retours de PDI vers leurs localités d'origine) ont été significatifs dans Paoua, (8 059 personnes) tandis que la localité de Ngaoundaye a été témoin d'une forte hausse du nombre de PDI (2 131 personnes). Seuls 55 individus ont effectué des déplacements secondaires entre janvier et avril 2019.



Motifs de déplacement : La très grande majorité des PDI vivant dans la préfecture de l'Ouham-Pende a été déplacée par le conflit armé (95%), trois pour cent par les conflits communautaires, et deux pour cent ont effectué des déplacements préventifs.

Périodes de déplacement : On retrouve une faible proportion de personnes déplacées entre 2013 et 2016 (cumul de 20%). La majeure partie des PDI sont en situation de déplacement dès 2017 (62%), 2018 (18%) et janvier-avril 2019 (<1%).

Origines des PDI : 95 pour cent des PDI de cette préfecture sont issus de l'Ouham-Pendé, le reste en provenance de l'Ouham (3%), la Nana-mambéré (1%) et Bangui (1%). Les déplacements secondaires sur les quatre derniers mois sont en provenance des communes de Bocaranga (Mbilaye, Mbidanga), Pendé (Tolle, Herba) et Loura (Konmbam).

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : L'Ouham-Pende accueille 43 pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. Les sous-préfectures hébergeant le plus de retournés internes sont Paoua (54%), Nagoundaye (24%) et Bocaranga (13%). Le nombre de retournés (anciennes PDI) a augmenté de 37 pour cent, en comparaison au round précédent.

Motifs de retour : La majorité des retournés (anciennes PDI) (54%) est retournée suite à l'amélioration des conditions sécuritaires, tandis que 45 pour cent sont revenus pour motifs économiques. Entre janvier et avril 2019, le besoin économique représente 61 pour cent des raisons de retours.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	51%
Economiques	45%
Discriminations	3%
Familiales	<1%

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI vers l'Ouham-Pende ont été enregistrés en 2013. Le nombre de retours a crû de manière exponentielle jusqu'à présent : 15 pour cent entre 2013 et 2017, 58 pour cent en 2018, et 27 pour cent entre janvier et avril 2019. Une grande proportion de retours a été effectuée au cours des quatre premiers mois de l'année 2019, reflétant la stabilité retrouvée dans la préfecture.

Origines des retournés (anciennes PDI) : Un très grand nombre de retournés (anciennes PDI) (95%) avaient été déplacés dans les limites de l'Ouham-Pende, le reste provenant du Nana-Mambere ou de l'Ouham (2% respectivement).

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Un peu moins d'un quart des retournés de l'étranger identifiés dans les neuf préfectures évaluées (22%) vivent dans l'Ouham-Pende. Contrairement aux PDI et retournés (anciennes PDI), les retournés de l'étranger résident principalement dans la sous-préfecture de Ngaoundaye (qui accueille 38% des retournés). Une part non négligeable habite également dans le Paoua (23%), le Bocaranga (20%) et Kouï (15%). Le nombre de retournés de l'étranger a augmenté de 30 pour cent par rapport au round précédent, expliqué par un meilleur accès des équipes DTM dans les localités susmentionnées.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	66%
Economiques	25%
Discriminations	6%
Familiales	3%

Motifs de retour : L'amélioration des conditions sécuritaires dans la préfecture constitue la raison première des retours (66%), tandis que les besoins économiques sont la cause de 25 pour cent des retours. La discrimination en pays étranger et les raisons familiales contribuent à 9 pour cent des facteurs de retours.

Périodes de retour : Les retours en provenance de pays étrangers sont significatifs à partir de 2017 (14%), et vont croissants entre 2018 (31%) et janvier-avril 2019 (54%).

Origines des retournés de l'étranger : Le Cameroun (53%) est le pays de provenance majoritaire de ces retours, suivi du Tchad (47%).

ANNEXES

Annexe 1 : Liste complète de la population déplacée par sous-préfecture

Préfectures	Sous-Préfectures	Personnes Déplacées Internes		Retournés de RCA		Retournés d'autres pays	
		Ménages	Individus	Ménages	Individus	Ménages	Individus
Bamingui-Bangoran	Bamingui	462	2,410	665	3,374	3	20
	Ndélé	1,409	6,711	505	2,460	353	1,709
Bangui	Bangui	8,103	40,515	3,535	17,855	3,812	19,060
Basse-Kotto*	Alindao	11,877	54,260	1,879	9,398	0	0
	Kembé	396	1,980	31	155	0	0
	Mobaye	54	212	1,350	6,376	921	4,067
	Satéma	2,478	7,593	302	1,511	12	61
Haut-Mbomou	Bambouti	131	659	0	0	49	245
	Djéma	3,637	16,929	99	659	24	212
Haut-Mbomou	Obo	4,136	20,623	24	120	22	113
	Zémio	3,585	17,808	1,649	7,204	1,098	4,872
Haute-Kotto	Bria	15,503	83,759	1,348	5,756	83	355
	Yalinga	192	1,089	610	3,162	0	0
Mbomou	Bakouma	603	2,059	921	4,633	0	0
	Bangassou	9,963	49,044	10,949	53,583	4,125	20,656
	Gambo	500	2,512	1,823	9,555	9	46
	Ouango	2,257	10,404	4,140	20,728	3,995	18,602
	Rafai	3,596	16,479	1,741	7,822	149	789
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	7,866	33,590	20,823	104,336	347	1,704
	Mbrès	707	3,215	2,872	13,973	0	0
Ouaka	Bakala	564	2,847	69	345	0	0
	Bambari	13,115	70,718	1,324	6,786	79	418
	Grimari	357	1,658	89	462	0	0
	Ippy	60	300	132	660	0	0
	Kouango	564	2,816	181	878	362	1,812
Ouham Pendé	Bocaranga	778	3,925	4,674	23,212	1,257	6,284
	Bossem-télé	20	103	117	654	99	499
	Bozoum	85	421	983	4,805	113	532
	Koui	273	1,381	1,688	8,496	867	4,404
	Ngaoundaye	676	3,443	6,967	41,914	4,228	20,832
	Paoua	923	4,236	18,789	93,506	4,634	22,967
		94 870	463 699	90 279	454 378	26 641	130 259

Annexe 2 : Liste complète de la population déplacée sur les sites

Préfecture	Sous-préfecture	Commune	Sites	Personnes Déplacées Internes	
				Ménages	Individus
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 1	30	70
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 3	109	578
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Eglise catholique (Bria)	132	464
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Hôpital Régional (Bria)	23	88
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site PK3 (Bria)	9,104	50,030
Haute-Kotto	Yalinga	Yalinga	Site sous-préfecture Yalinga	28	200
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site Communauté Peuhl (Boyo)	130	771
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site de Mboki	383	1,958
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site de Zemio	119	567
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site Gambo	127	576
Haut-Mbomou	Zémio	Zémio	Site D (Kondo)	450	3,146
Haut-Mbomou	Zémio	Zémio	Site Gendarmerie Zémio	773	2,161
Mbomou	Bakouma	Bakouma	Site Perseverance	317	1,587
Mbomou	Bangassou	Bangassou	Site Petit Seminaire	355	1,530
Mbomou	Rafai	Rafai	Site A	284	1,406
Mbomou	Rafai	Rafai	Site Aim	189	1,265
Mbomou	Rafai	Rafai	Site B	460	2,300
Mbomou	Rafai	Rafai	Site C (Agoumar 3)	300	1,500
Mbomou	Rafai	Rafai	Site Dembia	136	667
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivaï-Pamia	Site Kaba	99	465
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Lazaret	1,987	7,795
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Mbella	485	1,012
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Minusca	3,043	12,442
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Alternatif (Misca)	810	4,050
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Elevage	1,000	9,009
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Minusca PK8	479	2,477
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Notre Dame De Victoire	580	2,948
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Saint Joseph	19	101
Ouaka	Bambari	Danga-Gboudou	Site Eglise catholique	1,000	5,455
Ouaka	Bambari	Danga-Gboudou	Site Maloum	1,660	8,300
Ouaka	Bambari	Ngougbia	Site Maitrise (Club)	1,300	6,983
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Aviation	990	4,957
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Pladama Ouaka	100	511
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 1	30	70
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 3	109	578
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Eglise catholique (Bria)	132	464
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Hôpital Régional (Bria)	23	88
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site PK3 (Bria)	9,104	50,030
Haute-Kotto	Yalinga	Yalinga	Site sous-préfecture Yalinga	28	200

Annexe 3 : L'OIM en République Centrafricaine

Dans le contexte de crise prolongée touchant la RCA, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) joue un rôle-clé dans la réponse humanitaire. Outre ses activités de réinsertion sociale et ses efforts pour réduire et prévenir les violences communautaires, l'OIM co-dirige le Cluster en charge de la coordination et la gestion des camps (Camp Coordination and Camp Management, CCCM). L'Organisation a déployé l'outil de Matrice de suivi des déplacements (DTM) depuis décembre 2013, au travers duquel elle collabore au sein de la Commission des mouvements de population (CMP) pour informer en continu les acteurs humanitaires sur les mobilités de populations.

Le bureau de l'OIM en République Centrafricaine (RCA) a été établi fin 2013 en réponse aux questions migratoires et au déplacement résultant de la généralisation de la violence dans le pays. Actuellement, la mission de l'OIM en RCA met en œuvre les projets et interventions suivantes :

La Matrice de suivi des déplacements (DTM) : Principal outil d'information de la communauté humanitaire sur le nombre, la localisation et les besoins des populations affectées par la crise centrafricaine. Le projet est actuellement mis en œuvre dans 9 préfectures sur les 17 du pays. Les données obtenues à travers l'outil DTM sont partagées avec les partenaires humanitaires et gouvernementaux sur le terrain pour assurer une harmonisation des activités humanitaire et une réponse adéquate et ciblée.

- **Assistance à la réhabilitation/construction d'abris et résilience communautaire :** Elle vise principalement à faciliter les retours à travers des activités de réhabilitation et d'appui à la reconstruction d'habitats dans les localités concernées.
- **AVRR (Assistance et réintégration de retours volontaires) :** Il s'agit de l'assistance au rapatriement des migrants ayant fait la demande auprès de l'OIM, depuis un pays tiers, de regagner leur patrie.
- **CVR (réduction des violences communautaires) :** Le projet CVR, implanté à Bambari (préfecture de la Ouaka), Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé) et Kaga-Bandoro (préfecture de la Nana-Gribizi), vise à proposer un début de réponse humanitaire par la réintégration économique. Il intègre une composante cohésion sociale et réconciliation communautaire et une composante prévention des conflits et sensibilisation.
- **Projet pilote des Nations Unies pour la cohésion sociale, la prévention des conflits, la réduction des violences et le renforcement de la sécurité humaine en faveur de la jeunesse Centrafricaine :** Il a plusieurs missions, au rang desquels soutenir les activités génératrices de revenus pour l'autonomisation des jeunes et des femmes, faciliter un meilleur accès au traitement contre le VIH pour les victimes de conflits, développer un cadre d'éducation civique pour la consolidation de la paix, soutenir et protéger les femmes et les filles des violences sexuelles et basées sur le genre.
- **Projet de stabilisation communautaire pour les communautés à haut risque à Ndele :** Avec une action immédiate à Ndélé et dans les villages environnants, principalement le long des axes Golongosso, Ngarba et Krakoma, son but est de maintenir et renforcer la dynamique de stabilisation communautaire, réduire le risque de recrutement et d'utilisation des jeunes par des groupes armés et de créer des conditions qui facilitent la réintégration des populations rapatriées dans le tissu social communautaire.
- **Projet d'amélioration de la situation de protection des populations vulnérables dans le Mbomou :** Il s'agit du monitoring de protection à travers la sensibilisation, le référencement et le plaidoyer pour répondre aux préoccupations de prévention des risques de protection.
- **Réponses aux besoins vitaux et immédiats des personnes affectées par un choc humanitaire dans les sous-préfectures de Bambari, Kaga Bandoro et Bangassou :** Il s'agit d'assurer des conditions de vies favorisant la dignité des populations en fournissant un accès à des abris d'urgence ainsi qu'à des articles ménagers essentiels.

Annexe 4 : Liens vers les sites Internet de la DTM

Les produits DTM de la RCA, sont disponibles aux liens suivants :

<https://displacement.iom.int/central-african-republic>
<http://www.globaldtm.info/fr/central-african-republic/>

Les profils de chacun des sites évalués sont accessible sur le lien ci-dessous :

https://drive.google.com/drive/folders/1ZnKnW5_3yqpuJoVe5mXNb5CVTE-nlqJv

Pour tout commentaire ou demande de contact, veuillez écrire à : DTMRCA@iom.int